



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Libye

Question au Gouvernement n° 3076

Texte de la question

SITUATION EN LIBYE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le ministre chargé des affaires européennes, le Conseil européen extraordinaire, réuni vendredi dernier à l'initiative du Président de la République et du Premier ministre britannique, a été largement consacré à la situation dramatique en Libye. Les forces du colonel Kadhafi regagnent rapidement du terrain, au prix de massacres et de bombardements de la population civile à coups d'artillerie lourde et de raids aériens. Nous n'avons pas le droit de rester inertes face à la folie d'un dictateur sanguinaire. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

Je salue la position du Président de la République et du Gouvernement qui, avec la Grande-Bretagne, ont été en initiative en prônant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne ou de frappes aériennes ciblées. Il y a un risque que la ville de Benghazi tombe dans les prochains jours. Nous n'avons pas les moyens militaires pour l'empêcher que si la communauté internationale décide de s'en doter.

Nous avons été le premier pays à reconnaître le Conseil national de transition en Libye. La France s'efforce de convaincre ses partenaires d'accélérer le vote d'une résolution par le Conseil de sécurité de l'ONU autorisant une action militaire. L'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye a réclamé lundi l'arrêt de la violence et un accès pour les organisations humanitaires. Les ministres du G8 se sont réunis hier soir et ce matin encore. La Ligue arabe, et c'est sans doute le progrès le plus important, a lancé un appel pour l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne.

Monsieur le ministre, alors que l'Égypte et la Tunisie voisines peuvent connaître des progrès démocratiques historiques, que peut-on espérer des négociations en cours pour tenter de mettre un terme à la répression monstrueuse exercée par Kadhafi contre son propre peuple ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, ministre chargé des affaires européennes.

M. Laurent Wauquiez, *ministre chargé des affaires européennes*. Monsieur le président Lequiller, permettez-moi d'abord de vous demander d'excuser Alain Juppé, en ce moment même en réunion avec son homologue japonais.

Nous avons tous suivi la situation en Libye qui évolue dans un sens extrêmement préoccupant. Les forces de Kadhafi reprennent du terrain sur l'opposition. Elles avancent vers Benghazi. Un certain nombre de raids aériens ont été menés. Aujourd'hui plus qu'hier, les menaces sur la population civile sont particulièrement importantes. Vous l'avez souligné, la diplomatie française n'épargne, dans ce cadre, aucun effort. Nous sommes convaincus qu'il faut agir vite et que toute la communauté internationale doit se mobiliser. Kadhafi doit quitter le pouvoir et nous devons protéger les populations civiles contre cette folie. Dans ce cadre, les efforts de la diplomatie française ont été sur tous les fronts. Elle a, tout d'abord, accompagné la décision de la Ligue arabe qui, vous l'avez souligné, a pris une position extrêmement courageuse sur un sujet aussi difficile. Ensuite, Alain Juppé a obtenu une déclaration des ministres du G8 qui appellent très clairement le Conseil de sécurité à intensifier ses efforts. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a également décidé d'envoyer une mission sur le terrain pour observer les violations qui ont été faites par le régime de Kadhafi.

Aujourd'hui, nos efforts doivent être concentrés sur le Conseil de sécurité pour obtenir une résolution, avec des

mesures concrètes et opérationnelles, nous permettant, le plus vite possible, de protéger les populations civiles actuellement menacées. Ce n'est pas facile, car il faut convaincre la communauté internationale. Mais nous n'avons pas le droit de baisser les bras. Nous ne pouvons pas rester inertes et nous ne le resterons pas. Le message de la diplomatie française est simple : Kadhafi doit partir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3076

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 mars 2011